

l'alimentation et espère que cette conférence trouvera des solutions à long terme aux problèmes de la production alimentaire, en particulier dans les pays en voie de développement. Il espère également que des solutions pourront être trouvées aux problèmes que pose l'attribution d'une assistance aux pays dans les périodes de grande crise, par exemple les crises provoquées par la sécheresse.

48. Le **PRESIDENT** annonce que la Commission a terminé l'examen de la question et suggère qu'elle prenne une décision sur le projet de résolution à sa prochaine séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.

1585^e séance

Mercredi 12 décembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1585

POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR

Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies (fin) [A/9003/Add.1 (sixième partie) et Corr.1, A/9003/Add.1 (septième partie), A/C.2/287, A/C.2/L.1339]

1. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter sans vote le projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social et contenu dans l'annexe au document A/C.2/287.

Le projet de résolution est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

Publicité donnée aux travaux de la Deuxième Commission

2. M. ABHYANKAR (Inde) dit que, à la session en cours, la Deuxième Commission a accompli des travaux d'une importance historique. Il est donc regrettable que les communiqués de presse et autres résumés distribués ne leur donnent qu'une publicité limitée et tout à fait insuffisante. Ce n'est pas là une critique des travaux complexes du Service de l'information, ni du Centre de l'information économique et sociale; ce qu'il faut, c'est réorienter la politique de publications de façon à rétablir l'équilibre entre les activités économiques et sociales et les activités politiques de l'Organisation des Nations Unies. Il est vrai que l'ONU était au départ un organisme essentiellement politique, mais il est clair que l'on s'accorde maintenant à reconnaître que les affaires économiques doivent être replacées au centre des activités de l'Organisation. La délégation indienne a donc mis au point un projet de décision de procédure que la Commission voudra peut-être adopter en vue de la transmettre à la Cinquième Commission, qui commencera sous peu l'examen de la question des politiques et activités dans le domaine de l'information. Le libellé de la décision serait le suivant :

“La Deuxième Commission prie la Cinquième Commission d'adopter la proposition suivante :

“L'Assemblée générale

“Invite le Service de l'information et en particulier le Centre de l'information économique et sociale à réexaminer leur politique en matière de

rédaction et de reportage de façon que, dans leurs communiqués de presse, spécialement les analyses et résumés hebdomadaires, une place adéquate soit accordée à l'avenir aux faits importants survenus au sein de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, y compris les décisions et résolutions pertinentes adoptées par la Deuxième Commission.”

3. M. JOSEPH (Australie) note qu'il est difficile d'éveiller l'intérêt d'un vaste public sur les travaux de la Deuxième Commission; même les résultats de la Journée mondiale d'information sur le développement sont loin d'être satisfaisants, car bien que de grands journalistes aient assisté au colloque organisé à cette occasion, il n'y en a eu pratiquement aucun écho dans les moyens d'information de masse. Le développement n'éveille peut-être pas l'intérêt du public, mais il est aussi possible que le Service de l'information n'accomplisse pas sa tâche en la matière de façon pleinement satisfaisante. L'ordre de priorité donné aux diverses grandes commissions dans ses analyses hebdomadaires est toujours entièrement prévisible; la Deuxième Commission, si elle est mentionnée, l'est toujours en dernière page. Etant donné que, dans le cas de questions politiques aussi importantes que l'évolution de la situation politique au Moyen-Orient, les journalistes peuvent faire appel à d'autres sources d'information, le Service de l'information pourrait essayer, à titre expérimental, d'insister davantage sur les questions économiques et leur donner à l'occasion une place de choix. La Commission, à la session en cours, a accompli des travaux qui auraient pu recevoir un traitement de ce genre, comme par exemple la décision de recommander la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, et les deux importants projets de résolution sur les négociations commerciales multilatérales et les questions monétaires et financières. En conséquence, la délégation australienne appuie fermement l'initiative de l'Inde.

4. M. BRITO (Brésil) dit que sa délégation appuie entièrement la proposition de l'Inde, encore qu'elle ne soit pas certaine que l'Assemblée générale soit habilitée à adresser une proposition directement au Service de l'information, sans passer par le Secrétaire général. Quoi qu'il en soit, le manque de publicité pour les travaux de la Deuxième Commission dans les communiqués de presse n'est peut-être pas entièrement

dû à la négligence du Service de l'information, mais tient aussi au fait que la Commission reste souvent à la périphérie des événements. La presse donnerait sans aucun doute la publicité voulue aux travaux de la Commission si celle-ci traitait réellement des grands problèmes économiques et sociaux, et les délégations pourraient peut-être examiner quel devrait être exactement le rôle de la Commission en matière économique et financière, et la manière dont elle pourrait influencer et modeler la situation dans ces domaines.

5. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) dit que sa délégation appuie pleinement la proposition de l'Inde. Si la vingt-huitième session de l'Assemblée générale doit laisser un souvenir, ce sera grâce aux réalisations remarquables de la Deuxième Commission, et ces réalisations doivent se refléter davantage dans les communiqués du Service de l'information.

6. M. VERCELES (Philippines) demande pourquoi la proposition, alors qu'elle n'a apparemment aucune incidence financière, doit être transmise à la Cinquième Commission. La Deuxième Commission est parfaitement habilitée à adopter ses propres décisions.

7. M. ABHYANKAR (Inde) note que l'on ne sait pas si cette question aura ou non des incidences financières. Quoi qu'il en soit, la Cinquième Commission doit examiner les politiques et activités dans le domaine de l'information, et sera donc bien placée pour examiner la proposition de la délégation indienne.

8. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) convient qu'il faudrait donner davantage de publicité aux travaux importants de la Deuxième Commission. Le représentant de l'Inde a parlé de réorienter les politiques en matière de rédaction de façon à rétablir un équilibre, et la délégation du Royaume-Uni ne pense pas que cette proposition ait des incidences financières; en fait, elle n'est pas autorisée à appuyer des propositions qui en ont. Dans ces conditions, M. Mackenzie n'est pas convaincu de l'opportunité de transmettre la décision à la Cinquième Commission.

9. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que la Deuxième Commission est habilitée à adopter ses propres décisions. Néanmoins, puisque l'examen de tous les points à son ordre du jour est clos, le représentant de l'Inde a proposé que cette décision soit transmise à la Cinquième Commission, qui pourra l'examiner lorsqu'elle discutera des politiques et activités dans le domaine de l'information.

10. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) dit que sa délégation n'a pas d'objection à cela, étant entendu qu'il n'y aura aucune demande de crédit à cet effet.

11. M. JOSEPH (Australie) propose, pour répondre au point soulevé par le représentant du Royaume-Uni,

que les mots "réexaminer leur politique en matière de rédaction et de reportage" dans la proposition de l'Inde soient remplacés par "orienter leurs priorités en matière de rédaction et de reportage".

12. M. ABHYANKAR (Inde) dit que sa délégation peut accepter cette proposition.

13. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) note qu'il n'est pas certain que l'Assemblée générale puisse s'adresser directement au Service de l'information, sans passer par le Secrétaire général. La délégation ukrainienne convient qu'il est nécessaire de réorienter quelque peu les activités du Service de l'information et elle partage l'avis de la délégation du Royaume-Uni que cette orientation ne doit pas conduire à une augmentation du budget du Service de l'information, mais doit se faire dans le contexte de l'examen en cours des activités du Service.

14. Le PRESIDENT dit que, d'un point de vue technique, l'Assemblée est habilitée à adresser son invitation au Service de l'information soit directement, soit par l'intermédiaire du Secrétaire général.

15. M. DIALLO (Haute-Volta) note que sa délégation appuie la proposition de l'Inde, mais tient à souligner que, selon elle, le fait que la Deuxième Commission transmette à la Cinquième Commission une proposition qui n'a aucune incidence financière ne signifie pas que la compétence de la Deuxième Commission, telle qu'elle ressort des dispositions de la Charte, est subordonnée à l'approbation de la Cinquième Commission. Ces dernières années, la Deuxième Commission a eu malheureusement tendance à devenir en fait un organe subsidiaire de la Cinquième Commission, à laquelle elle soumet des décisions pour approbation ou rejet.

16. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la décision proposée par le représentant de l'Inde pour qu'elle soit transmise à la Cinquième Commission, telle qu'elle a été modifiée oralement, est adoptée.

Il en est ainsi décidé¹.

Achèvement des travaux de la Commission

17. Le PRESIDENT fait une déclaration². Après un échange de courtoisie, il déclare que la Deuxième Commission a achevé ses travaux pour la vingt-huitième session.

La séance est levée à 17 h 15.

¹ Pour la suite donnée par la Cinquième Commission, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Annexes*, point 79 de l'ordre du jour, document A/9450/Add.1, par. 12.

² Le texte *in extenso* de cette déclaration a été publié sous la cote CESI/NOTE 216.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
